

Valeurs, éthique et enseignement
discours prononcé à la conférence de l'OCDE

par

Steven Schwartz
Macquarie University
Sydney, Australie

D'après un rapport publié par *Universities UK*, en mai de cette année, les établissements d'enseignement supérieur britanniques contribuent pour 45 milliards de livres sterling à l'économie nationale. Quelques années auparavant, la *Business/Higher Education Round Table* avait estimé que les universités apportaient 22,11 milliards de dollars à l'économie australienne. L'université de Harvard déclare que son impact économique dépasse 3,4 milliards de dollars, soit un peu plus que l'université de Californie à Irvine, qui évalue le sien à 3,3 milliards de dollars. Tous ces chiffres sont impressionnants. Mais ils doivent l'être, car ces études ont pour but de convaincre les pouvoirs publics et les mécènes de la bonne utilisation des fonds affectés à l'enseignement supérieur.

Si ces déclarations étaient uniquement formulées à des fins de communication, elles ne feraient, à mon avis, guère de mal. Mais que se passerait-il si quelqu'un venait à les prendre au sérieux ? Les pouvoirs publics pourraient souhaiter évaluer l'impact économique d'une université, par rapport à celui d'un nouvel aéroport, d'une usine ou simplement souhaiter rendre aux citoyens, par le jeu des réductions d'impôts, les milliards investis dans l'enseignement supérieur. Toutes ces autres possibilités d'investissement créent des emplois et de la richesse sans doute de manière plus efficace que les universités. Ainsi, si l'objectif est la croissance économique, pourquoi se soucier de financer l'enseignement supérieur ?

Hormis leur précision fallacieuse, le problème avec ces analyses est qu'elles omettent toute référence à la finalité des universités. En effet, ces dernières sont définies uniquement en termes économiques – elles sont utiles car elles contribuent à la croissance de l'économie. Si nous le voulions, nous pourrions évaluer de manière identique l'impact économique des théâtres, des musées ou des orchestres – et obtenir des résultats tout aussi dénués de sens. Si les universités avaient leur finalité propre, elles devraient alors être évaluées à l'aune de la qualité de leurs résultats et non en fonction d'autres critères.

Cela m'amène au sujet principal de cette discussion. Si les universités ne sont pas uniquement un moyen de développer l'économie, alors à quoi servent-elles ?

Nombreux sont ceux qui ont tenté de répondre à cette question.

Par exemple, les auteurs de la *Magna Charta Universitatum*, qui étaye le processus de Bologne, estiment que l'université « est dépositaire de la tradition de l'humanisme européen¹ ». C'est là semble-t-il un bon début mais, comme nombre de déclarations, cela reste plutôt vague. Après tout, qui aujourd'hui parmi vous pourrait m'expliquer ce que signifie « tradition de l'humanisme européen » ?

L'administrateur et universitaire américain, Clark Kerr, était un peu plus explicite. D'après lui, les universités ont une finalité morale. Elles devraient non seulement générer du savoir mais aussi énoncer « les valeurs que notre savoir devraient nous permettre de servir » (Kerr, 1958). L'ancien Ministre de l'éducation nationale de Roumanie et distingué professeur d'université, Andrei Marga, considère lui aussi les universités comme des institutions morales. Il estime que vivre en donnant un sens à sa vie suppose des valeurs solides, et une éthique, que les universités ont pour mission de développer. Comme le fait remarquer le Président émérite de l'université de Stanford, Donald Kennedy, il existe un « lien profond entre savoir et valeurs » (Kennedy, 1997, p. 9) et les universités jouent un « rôle décisif dans la formation de la vision de la société de ses diplômés » (Marga, 2004, p. 479).

Qu'ont en commun Clark Kerr, Andrei Marga et Donald Kennedy ? Ils insistent tous sur les valeurs et craignent que, faute de finalité morale claire, les universités n'en viennent à perdre le soutien de l'opinion publique. Ils ont raison d'être inquiets car c'est exactement ce qui est en train de se passer.

Les articles de presse révèlent certains constats décourageants sur les universités modernes. Leurs auteurs déclarent que les universités ont été « corrompues par leur quête effrénée de financement » ; « les règles qui régissent le comportement des établissements sont rares » ; « seul l'intérêt personnel » préside au recrutement d'étudiants étrangers ; et « le politiquement correct et le culte des idées libérales engendrent la discrimination dans les universités et font obstacle au débat² ».

Un observateur originaire du Moyen-Orient, Yusuf Al-Khabbaz, écrit que le milieu universitaire occidental « a complètement perdu le sens de sa mission » (Al-Khabbaz, 2005). Un enseignant américain, David Kirp, est d'avis que, depuis les années 70, les universités ont ouvert leurs portes à une diversité beaucoup plus grande d'étudiants et de professeurs, mais demande – « ... à quel milieu et à quelles valeurs ces nouveaux venus peuvent-ils adhérer ? » (Kirp, 2003, p. 260).

Durant ma vie, j'ai pu constaté que la finalité morale des universités s'est radicalement altérée. Considérons l'histoire de Jonas Salk : en 1955, il procède à une expérimentation sur l'homme de son vaccin contre la polio, fruit d'années de recherche ; c'est un énorme succès et Jonas Salk devient célèbre, mais pas riche pour autant ; il n'a pas tenté, pas plus que l'université de Pittsburgh, où il travaillait, de tirer des profits de monopole en concédant l'exclusivité de sa découverte à une seule société pharmaceutique. Au contraire, ils ont accordé des licences à de nombreuses entreprises, car ils souhaitaient que le vaccin soit accessible au plus grand nombre ; l'argent n'a jamais été leur objectif³. De nos jours, aucun de ceux qui travaillent dans l'enseignement supérieur ne pourrait imaginer une telle situation dans une université américaine. Il est de notoriété publique que les universités ont désespérément besoin des fonds issus des profits de monopole. A l'époque de Jonas Salk, les universités avaient défini des objectifs déontologiques bien clairs et les gens leur faisaient confiance. A l'heure actuelle, elles ne sont qu'un groupe d'acteurs commerciaux parmi d'autres.

Certes, les universités doivent être compétitives et se soucier de rentabilité. Elles n'ont pas les moyens (et ne doivent pas) s'opposer à l'idée de profit. Il n'y a rien d'illicite ni d'abusif à ce que les universités tentent d'exploiter la valeur commerciale de leurs actifs intellectuels. Cependant, les transactions commerciales comportent leurs propres impératifs éthiques, qui peuvent ne pas être toujours compatibles avec les valeurs universitaires ni avec l'intérêt bien compris de la société.

Permettez moi de vous donner quelques exemples.

Dans une enquête récente portant sur 2200 chercheurs en médecine, 410 ont admis retarder la publication de leurs résultats de recherche. Ils voulaient s'assurer, ainsi que leurs partenaires commerciaux, qu'ils auraient le temps de protéger leurs droits de propriété (Newman, Couturier et Scurry, 2004). Les considérations commerciales n'influent pas seulement sur les dates de publication des résultats mais aussi

sur la nature des résultats publiés. C'est ainsi qu'une étude de l'université de Stanford a montré que 98% des travaux de recherche parrainés par des sociétés pharmaceutiques attestent de l'efficacité des médicaments de ces sociétés, contre 79% dans le cas de travaux non parrainés par des sociétés (Washburn, 2005).

Retarder la publication des résultats de recherche n'est pas illégal, mais lorsque cela se produit, les valeurs universitaires fondamentales – l'ouverture et la libre expression des idées – entrent en conflit avec la nécessité commerciale de protéger les bénéficiaires. Ce deuxième impératif l'emporte généralement. Si les universités n'étaient que des entreprises, alors personne ne s'inquiéterait de voir primer le souci de rentabilité. Mais les organismes à but lucratif sont mal placés pour prétendre à l'octroi de subventions publiques répétées. Après tout, pourquoi les contribuables devraient-ils subventionner des institutions qui reçoivent des profits de monopole ?

Ainsi, en dépit des déclarations affirmant le contraire, les universités ne sont pas des biens publics qui doivent bénéficier de subventions publiques. L'enseignement supérieur peut être financé et assuré sur des fonds privés, comme c'est souvent le cas aux États-Unis et ailleurs. De plus, d'après les études d'impact économique, les universités octroient bon nombre d'avantages privés aux diplômés et à d'autres. Cependant, les universités jouent un rôle important au service de l'intérêt général. Si les effectifs d'étudiants sont insuffisants, la société sera privée des avantages qui vont de pair avec un nombre élevé de diplômés. Pour cette raison, il est dans l'intérêt général de subventionner les universités par la voie de l'impôt⁴.

Bien entendu, cet argument ne vaut que si mon postulat de départ est valide – à savoir que les diplômés profitent à la société. Mais peut-on l'affirmer ?

Les avantages que présentent les universités pour la collectivité sont rarement évoqués. Les débats des médias sur les universités portent principalement sur leur statut et les résultats de leurs étudiants et du corps enseignant. Il est peu question de leur rôle à l'égard de la société. Comme nous l'avons vu, lorsqu'il leur est demandé de justifier les subventions publiques, les universités soulignent leur utilité économique. Elles ont tellement insisté sur cet aspect de leurs activités qu'il n'est pas surprenant qu'elles aient réussi à convaincre les gouvernements que leur principale finalité était d'ordre économique. Leur contribution à la société est rarement mentionnée.

Quels sont les avantages des universités pour la société ?

Friedrich Hayek, prix Nobel d'économie, expliquait que les institutions sociales devraient être évaluées à la lumière de leur contribution à la promotion des droits de l'homme et de la liberté. Ce n'est pas un mauvais critère à appliquer aux universités. En théorie, tout au moins, les universités peuvent promouvoir les droits et la liberté de quatre manières différentes : en formant des diplômés, qui défendront la liberté ; en offrant aux diplômés la liberté de choisir leur mode de vie ; en favorisant la diversité ; et en inculquant aux diplômés un ensemble de valeurs et d'éthique d'inspiration libérale.

Former des personnes compétentes à l'exercice d'une profession est un moyen de promouvoir la liberté. Par exemple, les avocats peuvent faire avancer la cause de la justice, alors que les médecins peuvent libérer de la maladie et de la douleur. Les scientifiques et les ingénieurs font des découvertes qui affranchissent la population des tâches fastidieuses. Plus généralement, à travers les débats avec les universitaires et d'autres étudiants ainsi que par le biais des activités associatives, politiques et sportives, les étudiants acquièrent les bases de fonctionnement d'une société libre – la liberté d'expression, la tolérance et le respect pour le débat intellectuel. Et n'oublions pas que l'éducation donne accès à la liberté de choisir des modes de vie et de travail.

Les universités favorisent aussi la liberté en encourageant la diversité. L'un des atouts des universités australiennes est la possibilité d'y rencontrer des étudiants du monde entier. En vivant et en travaillant ensemble, les étudiants ont la chance d'être confronté à d'autres visions du monde. La diversité favorise la compréhension et la tolérance envers autrui. Les étudiants apprennent de leurs professeurs, mais aussi, parfois, davantage les uns des autres.

Les universités peuvent aussi promouvoir la liberté et la démocratie en forgeant les personnalités. De fait, depuis l'antiquité jusqu'au XIXe siècle, on considérait que la finalité première de l'enseignement était d'ordre moral. Cependant, avec le déclin de la religion (tout du moins de la religion occidentale), il est devenu impossible pour les universités laïques d'aujourd'hui d'assurer l'enseignement moral normatif d'antan. Par ailleurs, le rejet postmoderniste des règles, des valeurs et des vérités morales universelles ainsi que le mépris pour l'héritage du Siècle des Lumières ont été très néfastes aux universités. Désorientées par le relativisme ambiant, elles craignent de défendre les idéaux qui sont au cœur des valeurs occidentales, et en viennent ainsi à perdre confiance en elles.

Reprenant les termes de Donald Kennedy – « il est difficile d'éviter d'en conclure que le rôle des universités s'est réduit en partie de leur propre fait, car elles n'ont pas réussi à exercer un rayonnement intellectuel dans les domaines jugés importants par un public éclairé ».

En refusant d'enseigner aux étudiants la courtoisie et la responsabilité, les universités ont renoncé à un aspect important de leur mission traditionnelle.

Et nous en sommes tous aujourd'hui victimes. La société a besoin de diplômés possédant un minimum de sens moral. Comment attendre des étudiants qu'ils analysent avec sérieux des questions éthiques comme la recherche sur les cellules souches, les nanotechnologies, l'euthanasie ou encore la liberté d'expression si nous ne leur donnons pas l'exemple ? Un enseignement supérieur valable est certainement celui qui dote les étudiants d'un minimum de bases éthiques.

Comment les universités peuvent-elles atteindre leurs objectifs éthiques? Dans une époque laïque, ce ne sera pas chose facile.

Et pourtant, nous ne devons pas y renoncer simplement en raison de l'ampleur des défis. Les étudiants apprennent les règles morales du fait de leur appartenance à une communauté éthique. Nous ne pouvons construire des personnalités que si nous veillons à ce que les universités offrent de bons modèles à nos étudiants. Nous pouvons commencer au niveau individuel en insistant pour que les étudiants respectent les autres, observent les règles de la politesse et s'acquittent de leurs obligations. Mais ce n'est là qu'un début. Nous devons également leur montrer l'exemple. Nous, les professeurs, devons respecter nos horaires de cours, rendre les travaux rapidement et les corriger de façon équitable. Nous devons rester actifs dans nos domaines, actualiser les matériels didactiques et utiliser les méthodes les plus efficaces. De plus, nous devons refuser les travaux de recherche sans intérêt, la paresse, l'intolérance raciale et l'exploitation sexuelle.

Au niveau institutionnel, les universités ont besoin de règles définissant les délais de confidentialité des résultats de recherche et doivent respecter ces règles même si les partenaires commerciaux s'y refusent. Les universités doivent aussi développer des mécanismes pour régler les conflits d'intérêts. Ainsi, les universitaires ayant des intérêts financiers dans des entreprises pharmaceutiques devraient être tenus d'en informer tous ceux qui envisageraient de participer à leurs recherches. Elles ont aussi besoin de codes réalistes pour protéger la liberté universitaire.

Cependant, la tâche la plus ardue à laquelle sont confrontées les universités consiste à définir la finalité de leur mission au service de la société et d'y rester fidèle par la suite. Si elles s'y tiennent, elles

regagneront l'estime dont elles jouissaient du temps de Jonas Salk. Mais si elles échouent, si nous échouons, alors, nous risquons d'être rabaissés quasiment au rang de simples institutions utilitaires ; et le pays en sera appauvri d'autant.

Références

- Al-Khabbaz, Yusuf, (2005) "The Intellectual Impoverishment of Modern Academia", *Media Monitors Network*, April 6, <http://world.mediamonitors.net/content/view/full/14088>.
- Hayek, F. (1994), *The Road to Serfdom*, University of Chicago Press, Chicago.
- Kennedy, Donald (1997), *Academic Duty*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Kerr, Clark (1958), "The Worth of Intellect", inaugural address as President of the University of California, Berkeley, 29 September, www.higher-ed.org/resources/inaugural_kerr.html.
- Kirp, David L. (2003), *Shakespeare, Einstein, and the Bottom Line: The Marketing of Higher Education*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Marga, Andrei (2004), "University Reform in Europe: Some Ethical Considerations", *Higher Education in Europe*, Vol. XXIX, No. 4, December, p. 477, www.cepes.ro/publications/pdf/hee_eng_pdf/he4_04.pdf
- Newman, F., L. Couturier and J. Scurry (2004), "Higher Education is Not Meeting Public Needs", *The Chronicle of Higher Education*, 15 October, p. B7.
- Washburn, Jennifer (2005), "Hired Education: A Hidden Culprit in the Drug Scandals: The Increasingly Corporatized University", *The American Prospect*, February.

¹ *Magna Charta Universitatum*.
www.bologna-bergen2005.no/Docs/France/880918_Magna_Charta_Universitatum-FR.pdf -

² Les références des articles sont disponibles auprès de l'auteur.

³ Une biographie succincte de Jonas Salk est accessible sur le site:
<http://www.achievement.org/autodoc/page/sal0bio-1/>

⁴ Les universités protègent également la recherche à valeur culturelle et non commerciale, mais il s'agit d'un sujet pour un autre débat.